

L'éducation et la formation sont en débat. Débat normal, débat nécessaire, dont dépend en bonne part l'avenir du pays, la qualité des hommes et des femmes, la qualité de la vie ensemble. Mais l'école n'est pas seule en cause, il ne faut pas se tromper de débat : système politique, système économique, système social, système éducatif sont intimement liés, et la qualité de la formation dépend de l'interaction entre eux. Le malaise d'une grande partie des jeunes, la crise de certains quartiers et de leurs établissements scolaires, le chômage, l'exclusion renvoient tout autant aux politiques de la ville, de l'emploi, de l'intégration que mettent en œuvre, à côté de l'État et de l'Éducation Nationale, les collectivités territoriales, les acteurs du monde économique et social, et chacun des citoyens. Ce malaise et ces crises sont aussi les effets de certaines politiques erronées, à courte vue ou fragmentaires, menées au cours des décennies précédentes. Quels sont les défis réels, quel est le grand dessein : la France des droits de l'homme ou celle de la peur des autres, la France de la culture universelle ou celle de l'insignifiance des médias de masse, la France de la générosité et de l'accueil ou celle de l'égoïsme et du repli sur soi, la France de la République ou celle d'un totalitarisme et d'un racisme rampants ? Quelles sont les valeurs qui doivent dominer dans notre société et dans l'espace européen : la liberté, l'égalité, la fraternité, la solidarité, ou bien le profit, la compétition, l'individualisme, le médiatisme, érigés en autant de dogmes ?

On ne peut plus penser l'école seulement dans un cadre franco-français. L'horizon de l'Europe ne doit plus rester abstrait, lointain ou réservé à quelques établissements privilégiés. Il doit colorer les programmes, les échanges, les activités. Sans être un repli, c'est bien la perspective du monde qui doit être intégrée par l'école pour que la mondialisation soit gage de développement pour tous et non de domination de tous par quelques-uns. Le monde n'est pas si lointain : il est déjà présent dans bien des classes, dans bien des établissements, en la personne de jeunes liés de plus ou moins près à l'immigration. Leur intégration à part entière est un défi, que l'école peut et doit relever.



L'Éducation nationale coûte cher, et il ne peut en être autrement. La décentralisation n'entraîne pas par elle-même de sensibles économies, et elle risquerait même, si elle était poussée trop systématiquement, d'aggraver les grandes disparités entre régions, départements ou communes. Si des économies peuvent sans doute être réalisées, notamment dans un fonctionnement administratif souvent trop lourd et coûteux, trop hiérarchique et qui ne laisse pas assez de place aux initiatives ; elles sont sans doute marginales. Par contre, il est urgent de dégager et de mettre en œuvre les moyens supplémentaires nécessaires pour que l'éducation réponde mieux aux besoins de chacun, pour lutter plus efficacement contre l'échec scolaire, et d'abord pour en prévenir l'installation. Sans s'arrêter à une présentation du budget qui le morcelle entre les ministères, il faut s'interroger sur le coût global, humain et aussi financier, de l'exclusion et de l'échec social et en tirer les conséquences.



Pour les mouvements réunis au sein du CLIMOPE : AFL, CEMEA, CRAP, FOEVEN, FRANCAS, GFEN, ICEM, Ligue de l'enseignement, OCCE, le choix est clair.

L'école n'est pas seule responsable, mais tout ce qui peut éviter qu'elle ne renforce le caractère dual de notre société doit être fait ou renforcé en combattant et en prévenant les discriminations. Au premier plan, les ZEP, et plus largement le renoncement à une égalité formelle – qui ne favorise en fait que les privilégiés – au profit d'une allocation différenciée des ressources matérielles et humaines. Au-delà, il faut dépasser la démocratisation quantitative et la prolongation de la scolarité ; l'objectif doit être maintenant la démocratisation qualitative. Celle-ci implique la possibilité de parcours plus diversifiés, de véritables formations en alternance, des procédures d'orientation plus maîtrisées. Elle implique aussi la possibilité effective de reprendre des études, la révision du rôle attribué aux secteurs sélectifs pour qu'ils ne soient plus, de fait, l'apanage des héritiers et le tremplin des privilégiés.

Il n'est pas question d'une moindre exigence vis-à-vis des contenus de l'enseignement, comme certains le croient ou affectent de le croire. Au contraire, ces contenus verront leur portée renforcée s'ils sont pensés dans une perspective de formation globale et de formation tout au long de la vie, au lieu d'être simplement une juxtaposition d'ambitions disciplinaires cloisonnées. Mais il ne suffit pas de vouloir «transmettre» des contenus, pour que leur acquisition soit effective : il faut encore que ces contenus fassent sens, que le savoir soit proposé à tous les élèves dans leur diversité, pour qu'ils se les approprient dans une démarche active et créatrice. La différenciation des projets est un gage d'équité. C'est pourquoi il n'est pas sérieux d'opposer, comme certains persistent à le faire, les savoirs et les méthodes pédagogiques. C'est sur ces deux domaines à la fois que doit porter la formation de tous les personnels de l'éducation : formation initiale et formation continue, formation institutionnelle et formation volontaire, qu'elles s'inscrivent dans le cadre des IUFM ou des plans nationaux et régionaux de formation, des universités d'été - maintenant scandaleusement réduites - ou des structures intervenant sur le temps libre. La formation ne peut pas se faire en vase clos, ni selon des formules figées et uniquement disciplinaires, ou des procédures dogmatiques ou autoritaires. Les mouvements pédagogiques et d'éducation populaire y ont leur place de partenaires à part entière.

L'école n'a pas pour seule fonction d'enseigner des connaissances et des savoir-faire et de former des personnes, c'est ce que rappelle la loi d'orientation sur l'éducation de 1989 à laquelle nous tenons. L'école est aussi un lieu de socialisation et d'apprentissage de la démocratie, à la fois dans la vie de la classe et dans celle de l'établissement ainsi que dans la façon dont se construisent les savoirs. Sur ce plan également, l'école n'est pas tout ; la socialisation et l'apprentissage démocratique concernent aussi la vie des jeunes en dehors de l'école. La société a des devoirs envers les enfants et les jeunes aussi au-delà du cadre et du temps scolaires. L'accueil dans des structures éducatives, la possibilité pour tous d'activités culturelles ou sportives de qualité nécessitent des animateurs compétents et dûment formés. Le temps que l'enfant et l'adolescent passent à l'école et celui qu'ils passent hors de l'école sont complémentaires, interactifs et participent à leur réussite. Cette complémentarité doit mettre en action différents intervenants et partenaires, dans la cohérence au sein de véritables projets éducatifs territoriaux et en référence à l'enfant ou à l'adolescent lui-même, à ses besoins biologiques, affectifs, psychologiques, intellectuels, culturels et sociaux.



Sur ces thèmes et sur leurs interactions, les mouvements pédagogiques et d'éducation ont un acquis, fondé à la fois sur leur pratique et sur leur réflexion critique, un acquis qu'ils enrichissent constamment à travers l'activité bénévole de tous leurs adhérents et militants. Travaillant dans le seul intérêt de l'enfance et de la jeunesse, ils font connaître leurs idées et proposent leurs expériences, au seul bénéfice de l'éducation de tous.